

ASSEMBLÉE NATIONALE

6 février 2026

PROTÉGER L'EAU POTABLE - (N° 2427)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

N° 10

AMENDEMENT

présenté par

M. Tryzna, M. Thiériot, Mme de Maistre, Mme Minard, Mme Corneloup, M. Duparay,
M. Brigand, M. Ray, M. Lepers et M. Ceccoli

ARTICLE PREMIER

Supprimer les alinéas 15 à 25.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à s'opposer à une évolution particulièrement contraignante et déséquilibrée du régime juridique applicable à la protection des captages d'eau potable, telle que prévue à l'article L. 211-3 du code de l'environnement.

Sous couvert de renforcer la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine, le dispositif proposé substitue à des mécanismes fondés sur la concertation et l'adaptation locale un cadre essentiellement coercitif, reposant sur la création de zones soumises à contrainte environnementale assorties de programmes pluriannuels d'actions obligatoires. Cette approche marque une rupture avec l'esprit de responsabilité partagée qui présidait jusqu'ici à la gestion des aires d'alimentation de captages.

Par ailleurs, la fixation d'un calendrier impératif avant le 1er janvier 2030 pour la mise en œuvre de mesures limitant ou interdisant certaines pratiques agricoles et l'utilisation de produits phytopharmaceutiques ou d'engrais azotés minéraux fait peser une insécurité juridique et économique majeure sur les exploitations concernées. En l'absence de garanties sur l'accompagnement technique et financier, ce dispositif risque de fragiliser durablement l'agriculture française, déjà confrontée à de multiples normes environnementales et à une concurrence internationale accrue.

La protection des captages d'eau potable constitue un enjeu majeur de santé publique et d'aménagement du territoire. Elle ne saurait toutefois reposer sur une accumulation d'interdictions

et de contraintes descendantes, décidées sans véritable co-construction avec les acteurs locaux. C'est pourquoi le présent amendement propose de s'opposer à ces dispositions, afin de défendre une politique de l'eau équilibrée, pragmatique et respectueuse des réalités économiques et territoriales.